



Original: français

No.: ICC-01/12-01/18

Date : 12 mars 2020

LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE X

Devant : Mme. la Juge unique Kimberly Prost

SITUATION EN REPUBLIQUE DU MALI

AFFAIRE

***LE PROCUREUR c. AL HASSAN AG ABDOUL AZIZ AG MOHAMED
AG MAHMOUD***

Public

Avec Annexe A confidentielle

**Cinquante-huitième communication du Bureau du Procureur
concernant la divulgation d'éléments de preuve à charge**

Origine: Bureau du Procureur

Document à notifier en application de la norme 31 du *Règlement de la Cour* à :

Le Bureau du Procureur

Mme Fatou Bensouda

M. James Stewart

Le conseil de la Défense

Me Melinda Taylor

Me Marie-Hélène Proulx

Les représentants légaux des victimes

M. Seydou Doumbia

M. Mayombo Kassongo

M. Fidel Luvengika Nsita

**Les représentants légaux des
demandeurs**

Les victimes non représentées

Les demandeurs non représentés

**Le Bureau du conseil public pour les
la victimes**

**Le Bureau du conseil public pour
Défense**

Les représentants des Etats

L'Amicus Curiae

LE GREFFE

Le Greffier

M. Peter Lewis

La section d'appui à la Défense

L'unité d'aide aux victimes et aux témoins

La section de la détention

**La section de la participation des
victimes et des réparations**

Autres

Introduction

1. Le Bureau du Procureur procède par les présentes à la communication d'éléments de preuve à charge divulgués en application de l'article 67(1)(a) et (b) du Statut de Rome.

Observations

2. Le 9 mars 2020, le Bureau du Procureur a divulgué/re-divulgué à la Défense 90 éléments de preuve à charge dans le *Paquet Pré-Procès INCRIM n° 58*.
3. Ces éléments de preuve sont décrits dans le tableau joint en Annexe A.
4. Il s'agit entre autres : a) d'un document lié au témoin P-0654, b) d'un rapport préparé par P-0186 re-divulgué avec moins d'expurgations, c) de 11 notes d'enquêteur liées aux témoins P-0150, P-0582, P-0657 et P-1204 dont huit re-divulguées sans expurgations et une avec moins d'expurgations, d) de huit demandes de victimes re-divulguées sans expurgations, e) d'une annexe à la déclaration du témoin P-0580 re-divulguée sans expurgations, f) de deux photos liées au témoin P-0520, g) d'une traduction en arabe divulguée avec moins d'expurgations, h) de cinq rapports médicaux dont un re-divulgué avec moins d'expurgations, i) de transcriptions de déposition du témoin P-0626 re-divulguées sans expurgations ou avec moins d'expurgations, j) de deux transcriptions de documents audio/video, et k) d'un article de presse.
5. Ces éléments de preuve ne nécessitaient aucune expurgation d'aucune sorte dans leurs métadonnées.
6. S'agissant du contenu des documents, les codes d'expurgation A.3.2, B.1, B.2, B.3 et E ont été utilisés. Ce faisant, le Bureau du Procureur a essentiellement

agi conformément aux décisions des Juges uniques en date du 16 mai 2018¹ et du 30 décembre 2019². Lesdits codes sont listés dans le tableau en Annexe A (dans la colonne de droite intitulée *ICC-01/12-01/18 Expurgations appliquées dans le contenu du document*). Le champ *Pseudonymes* dans *Ecourt* contient tout pseudonyme employé.

7. Pour les documents re-divulgués, la colonne *Commentaire* dans le tableau en annexe A contient la description des expurgations levées.
8. Les noms de certains interprètes restent expurgés pour des raisons concernant leur sécurité et pour les besoins de la poursuite des enquêtes de l'Accusation. Tout nom d'enquêteur et d'interprète divulgué est confidentiel.
9. Les expurgations appliquées n'entravent pas la capacité de la Défense de prendre utilement connaissance des documents en cause.

Confidentialité

10. Le Bureau du Procureur dépose l'Annexe A comme confidentielle dans la mesure où il s'agit notamment d'un processus *inter partes* entre le Bureau du Procureur et la Défense.



Fatou Bensouda, Procureur

Fait le 12 mars 2020

A La Haye (Pays-Bas)

¹ ICC-01/12-01/18-31.

² ICC-01/12-01/18-546.